

PROVINCE DE NAMUR

ARRONDISSEMENT DE NAMUR

VILLE DE FOSSES-LA-VILLE

Extrait du registre aux délibérations du Conseil Communal

Séance du lundi 5 novembre 2018

Présents: M. Gaëtan de BILDERLING, Bourgmestre-Président;
Mme Laurie SPINEUX, M. Jean-François FAVRESSE, M. Bernard MEUTER, M.
Etienne DREZE, M. Frédéric MOREAU, Echevins;
Mme Chantal BORGNIET-DEMIL, Présidente CPAS;
M. Gérard SARTO, M. Jules LALLEMAND, M. Philippe PASCOTTINI, Mme Bérangère
TAHIR-BOUFFIOUX, M. Maxime LARA GARCIA, Mme Véronique HENRARD, Mme
Paule PIEFORT, M. Romuald DENIS, M. Christian LALIERE, M. Willy PIRET, M.
Placide KALISA, Mme Françoise LAMBERT, Mme Françoise MOUREAU, M. Marc
MONTULET, Mme Céline CASTEELS, Conseillers;
Mme Sophie CANARD, Directrice Générale.

Objet : Redevances communales sur la délivrance de documents en matière d'urbanisme, d'environnement et d'implantations commerciales. Exercices 2019 à 2024

Le Conseil, en séance publique

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;
Revu notre décision du 08 février 2016 relative à l'établissement d'un règlement redevance sur les documents et travaux urbanistiques (Exercices 2016 à 2019) ;
Vu la Circulaire du 06 juillet 2018 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de Wallonie pour l'année 2019 ;
Considérant les charges qu'entraîne, pour la Ville, la délivrance de documents en matière d'urbanisme, d'environnement et d'implantations commerciales ;
Considérant le fait que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;
Considérant que le dossier a été transmis au Directeur financier en date du 18 octobre 2018, conformément à l'article L 1124-40 §1, 3° et 4° du CDLD ;
Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 19 octobre 2018 et joint en annexe ;
Sur proposition du Collège Communal ;
Après en avoir délibéré ;
Par 18 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention ;

DECIDE :

Article 1^{er}

d'établir, pour les exercices 2019 à 2024, une redevance communale sur la délivrance de documents en matière d'urbanisme, d'environnement et d'implantations commerciales.

Article 2

La redevance est due par la personne physique ou morale qui demande le document.

Article 3

La redevance est due même en cas de refus.

Article 4

La redevance est fixée comme suit :

(les montants sont à payer en une seule fois, réclamés lors de l'envoi de l'accusé de réception du dossier)

a. **permis :**

- d'urbanisme pour habitation unifamiliale : 75€
 - d'urbanisme pour habitations à plusieurs logements : 75 €/dossier + 75€/logement
 - d'urbanisme pour actes et travaux de minime importance : 50€
 - d'urbanisme pour autres bâtiments : 75€
 - permis d'urbanisation et permis d'urbanisme de constructions groupées : 150

€/logement

- certificats d'urbanisme n°1 : 50€
- certificats d'urbanisme n°2 : 50€
- si le dossier réclame une enquête publique : + 25€

b. autres permis :

- permis unique classe 1 : 700€
- permis unique classe 2 : 150€
- permis environnement classe 1 : 650€
- permis environnement classe 2 : 75€
- permis environnement classe 3 : 25€
- permis pour implantation commerciale :
 1. déclaration : 50€
 2. pour une surface entre 400 m2 et 2500 m2) :
 - a) permis d'implantation commerciale : 200€
 - b) permis intégré : 300€
 3. pour une surface supérieure à 2500 m2 :
 - a) permis d'implantation commerciale : 700€ ou
 - b) permis intégré : 700€

Article 5

La redevance due est payable à la date d'échéance indiquée sur la facture, soit dans le mois suivant l'établissement de la facture.

Article 6

Le non respect du paiement à l'échéance entrainera un premier rappel sans frais. Au terme de celui-ci, un second rappel sera envoyé par recommandé sur lequel seront appliqués des frais de 10,00 €. A défaut de paiement dans les délais prescrits, le Directeur financier envoie une contrainte visée et rendue exécutoire par le Collège communal. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier. Cet exploit interrompt la prescription. Un recours contre cet exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation.

Article 7

Le présent règlement entrera en vigueur le 5ème jour qui suit l'accomplissement des formalités légales de publication prévues aux articles L1133-1 et -2 du code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et au plus tôt le 1er janvier 2019.

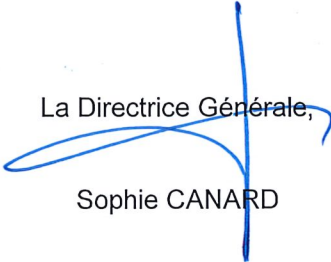
Article 8

La délibération prise en séance du Conseil communal du 08 février 2016 est abrogée dès l'entrée en vigueur du présent règlement.

Article 9

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Directeur financier pour information et disposition et aux fins d'approbation, aux autorités de tutelle.

La Directrice Générale,
(s) Sophie CANARD

La Directrice Générale,

Sophie CANARD

Par le Conseil,



Pour extrait conforme,

Le Président,
(s) Gaëtan de BILDERLING

Le Bourgmestre,

Gaëtan de BILDERLING